



Comité du commerce et du développement
Session spécifique sur les accords
commerciaux régionaux

PRÉSENTATION FACTUELLE

ACCORD ENTRE LE MEXIQUE ET LE BRÉSIL
(MARCHANDISES)

Rapport du Secrétariat

Révision

Le présent rapport, préparé pour l'examen de l'Accord de complémentarité économique entre le Mexique et le Brésil, a été élaboré par le Secrétariat de l'OMC sous sa propre responsabilité et en pleine consultation avec les Parties. La présentation factuelle reprend dans la mesure du possible la terminologie utilisée dans l'Accord et dans les observations formulées, et n'implique ni reconnaissance ni acceptation officielles de cette terminologie de la part du Secrétariat. Le rapport a été rédigé conformément aux règles et procédures énoncées dans la Décision relative au Mécanisme pour la transparence des accords commerciaux régionaux (WT/L/671) et n'implique donc, de la part du Secrétariat, aucun jugement de valeur quant au contenu de l'Accord.

Les questions d'ordre technique concernant le présent rapport peuvent être adressées à Maria Donner Abreu (tél.: +41 22 739 5244). Les questions d'ordre statistique concernant ce rapport peuvent être adressées à Thakur Parajuli (tél.: +41 22 739 5473).

Table des matières

	<i>Page</i>
1 ENVIRONNEMENT COMMERCIAL.....	3
2 ÉLÉMENTS CARACTÉRISTIQUES DE L'ACCORD.....	5
2.1 Généralités	5
3 DISPOSITIONS RELATIVES AU COMMERCE DES MARCHANDISES.....	7
3.1 Droits, impositions et restrictions quantitatives à l'importation	7
3.1.1 Dispositions générales.....	7
3.1.2 Libéralisation du commerce et des lignes tarifaires.....	7
3.1.3 Calendrier de libéralisation.....	10
3.1.3.1 Brésil.....	10
3.1.3.2 Mexique.....	12
3.1.4 Contingents tarifaires	13
3.2 Règles d'origine.....	14
3.3 Droits, impositions et restrictions quantitatives à l'exportation	16
3.4 Dispositions réglementaires de l'Accord	16
3.4.1 Normes	16
3.4.1.1 Mesures sanitaires et phytosanitaires	16
3.4.1.2 Obstacles techniques au commerce	17
3.4.2 Mécanismes de sauvegarde.....	17
3.4.2.1 Sauvegardes globales.....	17
3.4.2.2 Sauvegardes bilatérales	17
3.4.3 Mesures antidumping et compensatoires	18
3.4.4 Subventions et aides d'État.....	18
3.4.5 Procédures douanières	18
4 DISPOSITIONS GÉNÉRALES DE L'ACCORD.....	19
4.1 Transparence	19
4.2 Paiements courants et mouvements de capitaux	20
4.3 Exceptions	20
4.4 Adhésion et retrait.....	20
4.5 Cadre institutionnel	20
4.6 Règlement des différends	20
4.7 Relation avec d'autres accords conclus par les Parties	21
4.8 Marchés publics.....	23
4.9 Droits de propriété intellectuelle	23
4.10 Concurrence.....	24
4.11 Environnement.....	24
4.12 Travail.....	24
4.13 Commerce électronique	24
4.14 Petites et moyennes entreprises	24
ANNEXE 1.....	25

Faits essentiels

Parties à l'Accord:	Brésil et Mexique
Date de signature:	3 juillet 2002
Date d'entrée en vigueur:	2 mai 2003
Date de la notification:	30 juillet 2019
Mise en œuvre intégrale:	2003

Note générale: la position du Brésil est que l'Accord modifie le Traité de Montevideo de 1980 de l'ALADI, dûment notifié (documents WT/COMTD/RTA15/N/1/Add.52 et WT/COMTD/77) en pleine conformité avec la section D de la Décision relative au Mécanisme pour la transparence des accords commerciaux régionaux (WT/L/671). Le Brésil rappelle que la notification figurant dans le document WT/COMTD/RTA7/N/1 a été adressée uniquement par le Mexique.

1 ENVIRONNEMENT COMMERCIAL

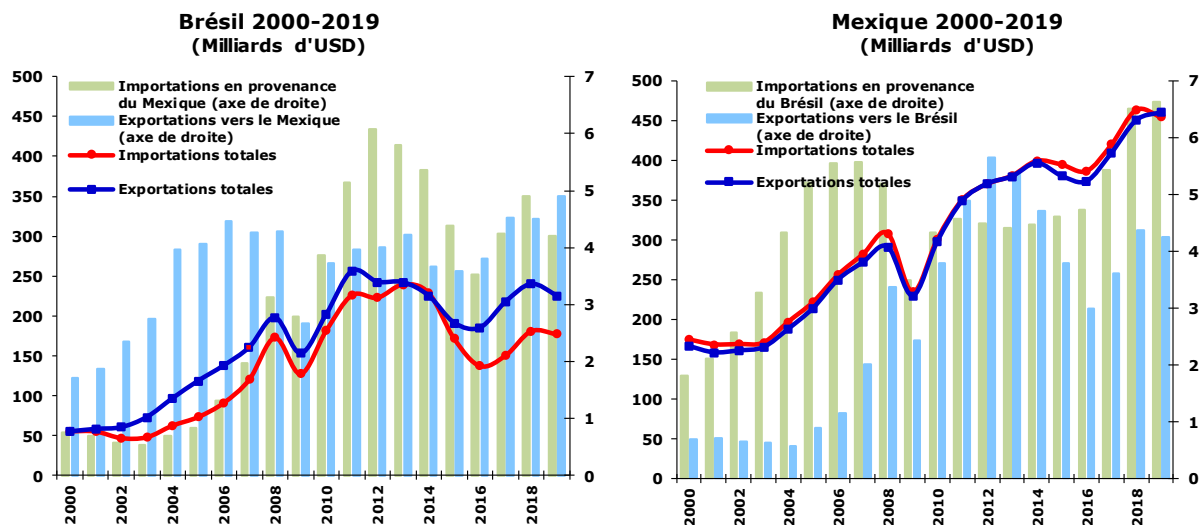
1.1. En 2019, le PIB du Brésil s'établissait à 1 839,8 milliards d'USD, tandis que celui du Mexique se chiffrait à 1 268,9 milliards d'USD.¹

1.2. Le rang occupé par le Brésil dans le commerce international de marchandises en 2019 ne traduit pas ce niveau de PIB plus élevé: le pays était en 27^{ème} position pour les exportations et en 28^{ème} pour les importations, tandis que le Mexique arrivait à la 11^{ème} place pour les exportations et à la 12^{ème} pour les importations. Les importations des deux Parties sont dominées par le secteur manufacturier (à hauteur d'environ 75%), qui représente également l'essentiel des exportations du Mexique (80,5%). Les exportations du Brésil sont moins concentrées et les produits agricoles constituent sa principale catégorie d'exportation (38,9%).

1.3. Les flux commerciaux entre les Parties sont importants. En 2019, le Mexique était le septième marché d'exportation et le septième plus grand fournisseur d'importations du Brésil. Pour sa part, le Brésil occupait la sixième place des pays recevant des exportations du Mexique, et la neuvième place parmi ses fournisseurs d'importations.

1.4. Le graphique 1.1 présente les tendances en matière de commerce des marchandises entre les Parties et avec le reste du monde, entre 2000 et 2019. Au cours de cette période, le Brésil a enregistré un excédent commercial global constant qui est devenu légèrement déficitaire en 2013, avant de rebondir. Au cours des premières années suivant la conclusion de l'Accord et jusqu'en 2009, le Brésil a affiché un excédent commercial constant avec le Mexique. Il a ensuite enregistré un déficit avant de retrouver un excédent en 2016. Par la suite, les chiffres du commerce bilatéral ont fluctué. Le Mexique a affiché un déficit commercial global constant de faible envergure, ainsi qu'un déficit commercial avec le Brésil, à l'exception de la période 2011-2014.

¹ Les statistiques de la présente section proviennent des Profils commerciaux de l'OMC (2020) et de la base de données statistiques de l'OMC. Les données sur le PIB, qui proviennent de la Banque mondiale, sont aux prix courants. Les données des graphiques relatifs au commerce des marchandises proviennent de la base de données Comtrade.

Graphique 1.1 Brésil – Mexique: commerce des marchandises au niveau bilatéral et avec le reste du monde (2000-2019)

Source: Base de données Comtrade de la DSNU.

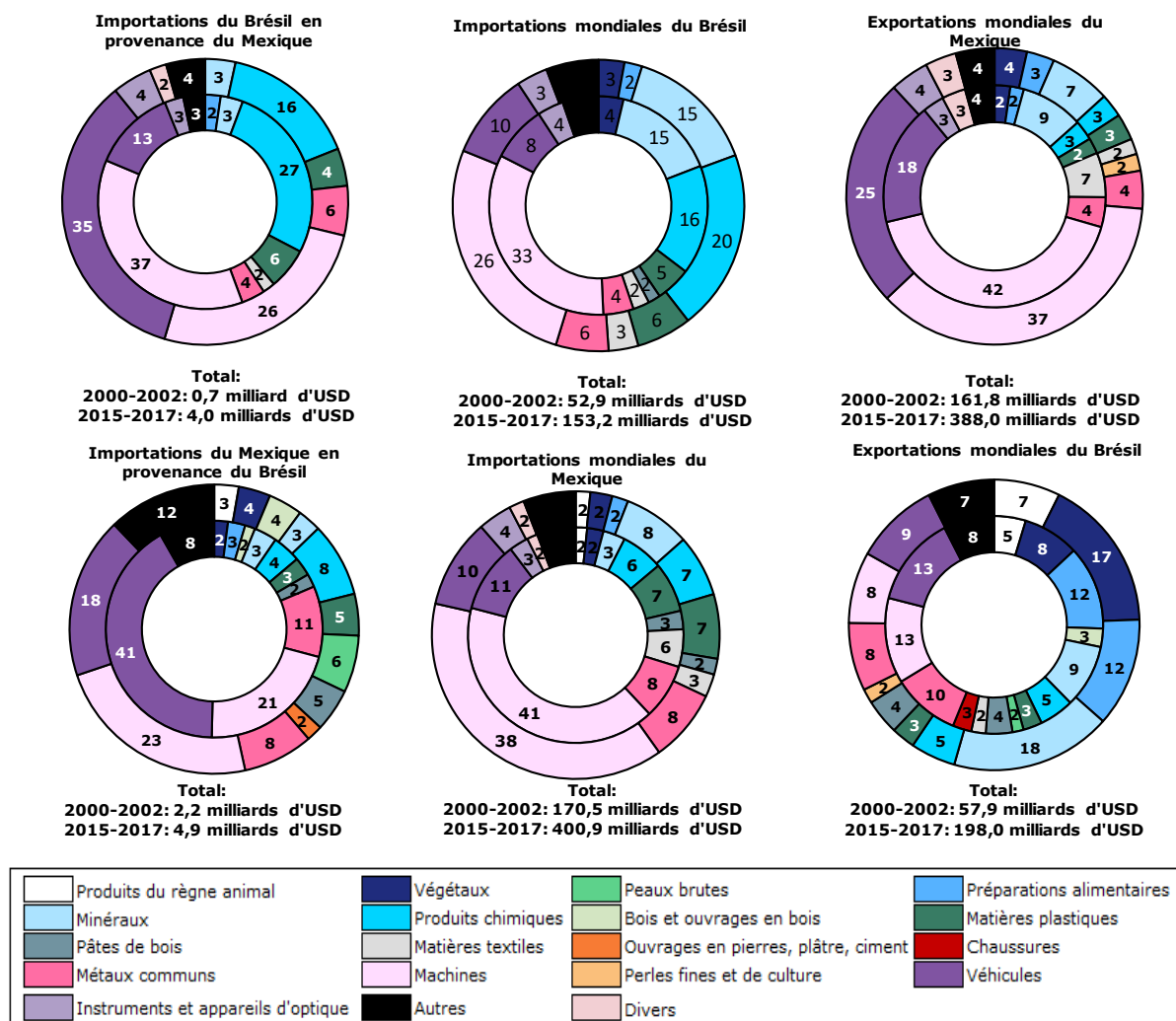
1.5. La structure par produit des échanges entre le Brésil et le Mexique ainsi que leurs échanges commerciaux à l'échelle mondiale pendant les périodes 2000-2002 (cercle intérieur) et 2015-2017 (cercle extérieur) sont ventilés par section du Système harmonisé (SH) dans le graphique 1.2.

1.6. Les machines, les produits chimiques et les véhicules représentaient en moyenne plus des trois quarts des importations du Brésil en provenance du Mexique pendant les périodes 2000-2002 et 2015-2017. Cependant, la structure des importations a considérablement changé entre ces deux périodes: avec une part s'établissant à 35%, les véhicules sont passés en tête des catégories de produits importés pendant la période 2015-2017 (contre 13% en 2000-2002).² Les catégories de produits les plus exportées par le Mexique à l'échelle mondiale étaient les machines, les véhicules et les minéraux, représentant près des trois quarts des exportations pendant les périodes considérées. Les catégories de produits les plus importées par le Brésil à l'échelle mondiale étaient les machines, les produits chimiques et les minéraux.

1.7. Les principales importations du Mexique en provenance du Brésil pendant la période 2015-2017 étaient les machines, les véhicules et les produits chimiques. Au cours de la période 2000-2002, les véhicules étaient au premier rang des importations, suivis par les machines et les métaux. Les importations bilatérales se sont diversifiées au cours des deux périodes, les trois principales catégories de produits importées représentant près des trois quarts des importations en 2000-2002, puis moins de la moitié en 2015-2017. Les catégories de produits les plus exportées par le Brésil à l'échelle mondiale au cours de la période la plus récente étaient les minéraux, les légumes et les préparations alimentaires, qui représentaient près de la moitié de ses exportations; au cours de la première période, les exportations de véhicules étaient supérieures à celles de légumes. Les principales importations du Mexique au niveau mondial – machines, véhicules et métaux et minéraux – représentent plus de la moitié du total.

² Cette augmentation est peut-être due à l'accord entre le MERCOSUR et le Mexique. Voir le paragraphe 3.2.

Graphique 1.2 Brésil – Mexique: composition par produit du commerce des marchandises, moyenne annuelle, 2000-2002 (cercle intérieur) et 2015-2017 (cercle extérieur)



Source: Base de données Comtrade de la DSNU.

2 ÉLÉMENTS CARACTÉRISTIQUES DE L'ACCORD

2.1 Généralités

2.1. L'Accord de complémentarité économique entre le Mexique et le Brésil (ci-après dénommé l'"Accord") a été signé le 3 juillet 2002 par les deux Parties et est entré en vigueur le 2 mai 2003. Il a été conclu dans le cadre de l'Association latino-américaine d'intégration (ALADI), en tant qu'Accord de complémentarité économique (ACE) n° 53 (AAP.ACE n° 53). Trois protocoles additionnels ont été signés en 2002, 2003 et 2007, comme indiqué ci-après:

Tableau 2.1: protocoles additionnels à l'Accord entre le Brésil et le Mexique

Instrument juridique	Date de signature	Date d'entrée en vigueur
Premier protocole additionnel	3 juillet 2002	20 août 2006
Deuxième protocole additionnel	31 mars 2003	2 mai 2003
Troisième protocole additionnel	4 mai 2007	25 juin 2007

Source: Site Web du Secrétariat de l'ALADI.

2.2. L'Accord est également lié à l'ACE n° 54 entre le MERCOSUR et le Mexique (AAP.ACE n° 54), de portée plus vaste. L'ACE n° 54 est un accord-cadre au titre duquel chaque État membre du

MERCOSUR a conclu un accord préférentiel bilatéral avec le Mexique. Un accord entre le MERCOSUR et le Mexique, également au titre de l'ACE n° 54, prévoit un traitement préférentiel pour les produits automobiles (AAP.ACE n° 55; voir le paragraphe 3.2. ci-dessous).

2.3. L'Accord a été notifié à l'OMC par le Mexique le 30 juillet 2019, au titre du paragraphe 4 a) de la Clause d'habilitation (WT/COMTD/RTA7/N/1).³ Il a aussi fait l'objet d'une notification de modifications portant sur le Traité de Montevideo de l'ALADI (TM80), conformément au paragraphe 4 a) de la Clause d'habilitation, distribuée le 13 mars 2020 (sous la cote WT/COMTD/RTA15/N/1/Add.52).⁴ Les textes de l'Accord et des protocoles additionnels sont disponibles à l'adresse suivante:

<http://www.aladi.org/nsfaladi/textacdos.nsf/vacwebR?OpenView&Start=1&Count=800&Expand=22#22>

2.4. La structure de l'Accord et des protocoles est présentée dans l'encadré 2.1.

Encadré 2.1 Structure de l'Accord

Chapitres et annexes	Titre
Chapitre I	Objectifs et dispositions initiales
Chapitre II	Préférences tarifaires
Chapitre III	Disciplines commerciales
Chapitre IV	Règles d'origine et procédures douanières en matière de contrôle et de vérification de l'origine des marchandises
Chapitre V	Mesures de sauvegarde
Chapitre VI	Pratiques commerciales déloyales
Chapitre VII	Coopération économique
Chapitre VIII	Normes, règlements techniques et procédures d'évaluation de la conformité
Chapitre IX	Mesures sanitaires et phytosanitaires
Chapitre X	Convergence
Chapitre XI	Administration de l'Accord
Chapitre XII	Régime de règlement des différends
Chapitre XIII	Commission administrative
Chapitre XIV	Entrée en vigueur
Chapitre XV	Adhésion
Chapitre XVI	Retrait
Chapitre XVII	Dispositions transitoires
Chapitre XVIII	Dispositions finales
Annexe I	Préférences tarifaires
Annexe II	Règles d'origine spécifiques
Protocoles additionnels	
Premier	<i>(Mécanisme de règlement des différends)</i>
Deuxième	<i>(Texte du certificat d'origine pour les produits visés par des contingents tarifaires)</i>
Troisième	<i>(Augmentation de la marge de préférence accordée par le Brésil à une ligne tarifaire)</i>

2.5. Dans le cadre des sessions de la Conférence d'évaluation et de convergence (Chapitre X), les Parties examineront la possibilité d'une multilatéralisation progressive, à l'égard des autres membres

³ Le Brésil a souligné la nature unilatérale de cette notification.

⁴ En outre, dans le contexte de l'ALADI, des renseignements sur l'accord en question sont donnés dans le document WT/COMTD/77, distribué le 21 novembre 2012.

de l'ALADI, du traitement préférentiel accordé au titre de l'Accord. En décembre 2020, cela n'avait pas été fait.

3 DISPOSITIONS RELATIVES AU COMMERCE DES MARCHANDISES

3.1. Les dispositions de l'Accord s'appliquent uniquement aux produits figurant à l'annexe I.

3.2. Deux autres accords dans le cadre de l'ALADI concernent également le commerce préférentiel entre le Brésil et le Mexique, à savoir l'Accord de portée régionale n° 4 (AAR.PAR n° 4) et l'Accord entre le MERCOSUR et le Mexique (AAP.CE n° 55). Le PAR n° 4 (en vigueur depuis le 1^{er} juillet 1984) établit un système de préférences tarifaires régionales; selon ses termes, le Brésil et le Mexique s'accordent réciproquement une marge de préférence de 20% par rapport au taux NPF. Au titre de l'ACE n° 55, le commerce dans le secteur automobile (véhicules légers) entre le Brésil et le Mexique a été progressivement libéralisé et s'effectue en franchise de droits depuis la mi-mars 2019, après l'expiration des contingents bilatéraux. L'ACE n° 55 est entré en vigueur au niveau bilatéral le 1^{er} janvier 2003, et les dispositions bilatérales applicables entre les deux pays figurent dans son appendice II.

3.1 Droits, impositions et restrictions quantitatives à l'importation

3.1.1 Dispositions générales

3.3. Le traitement préférentiel au titre de l'Accord est accordé par l'intermédiaire d'une marge de préférence par rapport au taux de droit NPF (articles II-1 et II-2). Les produits visés par un traitement préférentiel et la marge de préférence correspondante sont indiqués à l'annexe I de l'Accord; initialement, le Brésil accordait des préférences pour 767 lignes et le Mexique pour 770 lignes (au niveau à 8 chiffres de la nomenclature NALADISA 1996). À de très rares exceptions près, les préférences sont accordées pour les mêmes produits et la marge de préférence est identique.

3.4. Les Parties ne peuvent réduire ou supprimer unilatéralement la marge de préférence accordée au titre de l'Accord, sauf dans le cadre de mesures de sauvegarde, de mesures antidumping ou de mesures compensatoires (article II-4). Si une Partie augmente le taux NPF pour des produits visés par l'Accord, des négociations peuvent être tenues dans l'objectif de préserver l'équilibre des concessions.

3.5. Les Parties sont convenues que le traitement national s'applique conformément aux disciplines de l'article III du GATT de 1994 (article III-1).

3.6. L'article III-2 contient une interdiction générale d'appliquer aux importations de toute marchandise de l'autre Partie des obstacles non tarifaires, à moins qu'ils soient compatibles avec les règles de l'OMC. À la demande d'une Partie, l'autre Partie doit fournir des renseignements sur toutes les mesures, restrictions ou interdictions appliquées à l'importation de marchandises dont l'exportation présente un intérêt pour la première Partie.

3.7. L'Accord ne s'applique pas aux produits usagés ou remanufacturés (article I-4).

3.1.2 Libéralisation du commerce et des lignes tarifaires

3.8. Les marges de préférence accordées au titre de l'Accord se situent entre 20% et 100% (tableau 3.1). Des contingents tarifaires sont aussi accordés par les deux Parties; ils portent sur sept lignes tarifaires dans le cas du Brésil et sur six dans le cas du Mexique. Comme indiqué dans le Tableau 3.1, la réciprocité est presque intégrale s'agissant du nombre de lignes bénéficiant des diverses marges de préférence, et près de la moitié des lignes tarifaires visées sont passées en franchise de droits à l'entrée en vigueur de l'Accord.

3.9. Les préférences ont été pleinement mises en œuvre dès l'entrée en vigueur de l'Accord. Dans le cadre de celui-ci, l'ajout de produits devant être libéralisés ou l'augmentation de la marge de préférence sont prévus; en 2007, le Brésil a ainsi porté la marge de préférence pour l'acide téréphtalique et ses sels (position 2917.36.00 du SH) de 40% à 100%.

Tableau 3.1 Préférences accordées au titre de l'annexe I de l'Accord

Marge de préférence	Brésil		Mexique ^a	
	Nombre de lignes (totales ou partielles)	Part (%) des lignes	Nombre de lignes (totales ou partielles)	Part (%) des lignes
20%	63	8,2%	63	8,2%
25%	26	3,4%	26	3,4%
30%	126	16,4%	126	16,4%
40%	26	3,4%	27	3,5%
45%	6	0,8%	6	0,8%
50%	92	12,0%	92	12,0%
60%	50	6,5%	50	6,5%
70%	16	2,1%	16	2,1%
75%	1	0,1%	1	0,1%
80%	10	1,3%	10	1,3%
100%	345 ^b	44,9%	346	45,0%
Contingents tarifaires	7	0,9%	6	0,8%
Total	768	100,0%	769	100,0%

a Y compris quelques lignes pour lesquelles seule la composante *ad valorem* des droits composites est réduite (respectivement 1, 4, 6 et 4 lignes avec des marges de préférence de 20%, 30%, 50% et 100%).

b Y compris une ligne pour laquelle la marge de préférence initiale était de 40%, mais a ensuite été portée à 100%.

Note: Sur la base de la nomenclature initiale de la NALADISA 1996 figurant dans l'Accord.

Source: Site Web du "Secretaria Especial de Comércio Exterior e Assuntos Internacionais" (SECINT) du Brésil.⁵

3.10. Cette présentation factuelle expose la libéralisation réalisée dans le cadre de l'Accord en 2018, sur la base de la nomenclature du SH2017 pour le Brésil et du SH2012 pour le Mexique.⁶ Le tableau 3.2 résume la libéralisation réalisée dans le cadre de l'Accord à partir des droits NPF appliqués en 2018, tandis que les tableaux 3.3 et 3.4 fournissent des renseignements supplémentaires sur la libéralisation de chaque Partie, en établissant également un lien avec les données relatives aux importations pour la période 2015-2017.

3.11. Le tableau 3.2 montre qu'environ 12% des lignes tarifaires des Parties bénéficient de préférences tarifaires. Cependant, à la lumière de la structure des droits NPF de chaque Partie, le caractère préférentiel des concessions varie: dans le cas du Brésil, 6,9% de ces lignes étaient déjà en franchise de droits sur une base NPF en 2018, tandis que dans le cas du Mexique, 65,7% des lignes étaient en franchise de droits.⁷ Par conséquent, en 2018, le Mexique bénéficiait dans la pratique d'un traitement préférentiel visant 11,2% du tarif douanier du Brésil, tandis que le chiffre correspondant pour le Brésil s'établissait à 4,2%.

Tableau 3.2 Résumé des engagements tarifaires au titre de l'Accord par rapport aux droits NPF de 2018

Élimination et réduction des droits de douane	Brésil (SH2017)	Mexique (SH2012)
Lignes tarifaires visées par l'Accord	1 238 (12,1%)	1 530 (12,2%)
<i>Dont:</i>		
En franchise de droits sur une base NPF	86	1 005
Entièrement libéralisées	397	178
Soumises à des taux réduits (totalité des produits)	672	285
Soumises à des taux réduits (partie des produits)	83	62

Source: Estimations de l'OMC sur la base des données de la BDI de l'OMC, du site Web du SECINT du Brésil et des données communiquées par les autorités mexicaines.

⁵ Adresse consultée: <http://www.mdic.gov.br/arquivos/ace53anexo1.pdf>.

⁶ Les adaptations successives de la NALADISA 1996 au SH2012 et au SH2017 ont été effectuées sur la base des tables de concordances communiquées par les Parties ou publiées sur le site web de l'ALADI.

⁷ Il se pourrait que cette situation ait toutefois été différente au moment de la conclusion de l'Accord.

3.12. En 2018, les droits NPF appliqués par le Brésil visaient 725 lignes tarifaires en franchise de droits (7,1% du tarif douanier)⁸, ce qui correspondait à 6,3% de ses importations en provenance du Mexique lors de la période 2015-2017. En 2018, le Brésil a accordé au Mexique le traitement en franchise de droits au titre de l'Accord pour 397 lignes tarifaires supplémentaires (soit 3,9%), ce qui représentait 9,6% des importations du Brésil en provenance du Mexique. En outre, des préférences n'allant pas jusqu'à la franchise de droits ont également été accordées au Mexique, visant 672 produits/lignes tarifaires dans leur intégralité et 83 autres produits de façon partielle (7,3% des lignes tarifaires)⁹; ces produits représentaient 4,4% des importations en provenance du Mexique pour la période 2015-2017. Globalement, les importations du Brésil en provenance du Mexique qui étaient passibles de droits sur une base NPF représentaient environ les quatre cinquièmes des lignes tarifaires et importations bilatérales du Brésil.

Tableau 3.3 Brésil – engagements d'élimination et de réduction des droits de douane au titre de l'Accord et valeurs moyennes correspondantes des échanges

Élimination progressive des droits	Nombre de lignes	% des lignes totales du tarif douanier du Brésil	Importations du Brésil en provenance du Mexique (2015-2017)	
			Valeur (en millions d'USD)	%
NPF 2018 (en franchise de droits)	725	7,1	254,2	6,3
Élimination et réduction des droits de douane				
2018 (en franchise de droits)	397	3,9	389,0	9,6
Restent passibles de droits	9 156	89,1	3 404,9	84,1
Dont:				
Taux réduits, totalité des produits	672	6,5	151,1	3,7
Taux réduits, partie des produits ^a	83	0,8	28,2	0,7
Positions ex en franchise de droits	40	..	..	..
Positions ex avec taux réduits	43	..	..	..
Positions ex exclues	83	..	..	..
Exclues de l'Accord	8 401	81,8	3 225,6	79,7
Total	10 278	100,0	4 048,0	100,0

a Certaines parties de ces 83 produits/lignes tarifaires bénéficient d'un traitement préférentiel en franchise de droits ou de taux réduits. Il s'agit de 166 positions ex (en partie), dont 40 sont entièrement libéralisées, 43 bénéficient de taux réduits et 83 sont exclues de la libéralisation.

.. Non disponible.

Note: Sur la base de la nomenclature du SH2017.
Droits de douane et données relatives aux importations concernant les chapitres 1 à 97 du SH.

Source: Estimations de l'OMC sur la base des données de la BDI de l'OMC et du site Web du SECINT du Brésil.

3.13. En 2018, le tarif douanier du Mexique comptait 7 172 lignes tarifaires en franchise de droits NPF (57,2% du tarif)¹⁰; 59,7% des importations en provenance du Brésil étaient admises sous ce régime pendant la période 2015-2017. La même année, 178 lignes supplémentaires (soit 1,4% du tarif douanier) bénéficiaient de la franchise de droits au titre de l'Accord, permettant ainsi à 0,6% d'importations supplémentaires en provenance du Brésil d'être admises en franchise de droits. En outre, des préférences n'allant pas jusqu'à la franchise de droits ont également été accordées au Brésil, visant 285 produits/lignes tarifaires dans leur intégralité et 62 autres produits de façon partielle (2,8% des lignes tarifaires)¹¹; ces produits représentaient 1,9% des importations en provenance du Brésil pour la période 2015-2017. Globalement, les importations du Mexique en provenance du Brésil qui étaient passibles de droits sur une base NPF visaient environ les deux cinquièmes des lignes tarifaires et importations bilatérales du Mexique.

⁸ En 2018, les droits NPF appliqués par le Brésil comprenaient 10 278 lignes au niveau à 8 chiffres, dont la totalité était passible de droits *ad valorem*.

⁹ Par exemple, pour la position 2009.90.00 du SH, la marge de préférence sur les mélanges de jus ne s'applique qu'aux produits ne contenant pas de jus d'orange.

¹⁰ En 2018, les droits NPF appliqués par le Mexique comprenaient 12 536 lignes au niveau des positions à huit chiffres, dont 80 n'étaient pas *ad valorem* (spécifiques, composites ou prohibées).

¹¹ Par exemple, s'agissant de la position 2005.99.99 du SH (autres légumes et mélanges de légumes), la marge de préférence est accordée pour tous les produits à l'exception des artichauts.

Tableau 3.4 Mexique – engagements d'élimination et de réduction des droits de douane au titre de l'Accord et valeurs moyennes correspondantes des échanges

Élimination progressive des droits	Nombre de lignes	% des lignes totales du tarif douanier du Mexique	Importations du Mexique en provenance du Brésil (2015-2017)	
			Valeur (millions d'USD)	%
NPF 2018 (en franchise de droits)	7 172	57,2	2 701,9	59,7
Élimination et réduction des droits de douane				
2018 (en franchise de droits)	178	1,4	26,2	0,6
Restent passibles de droits ^a	5 186	41,4	1 794,9	39,7
Dont:				
Taux réduits, totalité des produits	285	2,3	66,3	1,5
Taux réduits, partie des produits ^b	62	0,5	16,2	0,4
Positions ex en franchise de droits	38	..	..	..
Positions ex avec taux réduits	43	..	..	..
Positions ex exclues	56	..	..	..
Exclues de l'Accord	4 839	38,6	1 712,4	37,8
	12 536			

a Y compris 22 lignes visant des produits dont l'importation est prohibée.

b Certaines parties de ces 62 produits/lignes tarifaires bénéficient d'un traitement préférentiel en franchise de droits ou de taux réduits. Il s'agit de 137 positions ex (en partie), dont 38 sont entièrement libéralisées, 43 bénéficient de taux réduits et 56 sont exclues de la libéralisation.

.. Non disponible.

Note: Sur la base de la nomenclature du SH2012.

Droits de douane et données relatives aux importations concernant les chapitres 1 à 97 du SH.

Source: Estimations de l'OMC sur la base de données communiquées par les autorités mexicaines et la BDI de l'OMC.

3.1.3 Calendrier de libéralisation

3.1.3.1 Brésil

3.14. Le tableau 3.5 décrit les engagements d'élimination et de réduction des droits de douane du Brésil au titre de l'Accord, par section du SH. La majorité des lignes entièrement ou partiellement libéralisées figurent dans la section VI, qui correspond aux produits des industries chimiques ou des industries connexes. Au Brésil, le taux NPF moyen (pour l'ensemble des produits, et pas seulement ceux visés par l'Accord) s'établissait aux alentours de 6,8%, tandis que le taux moyen des lignes passibles de droits visant les produits chimiques provenant du Mexique était de 6,5%. Les sections XVI (machines) et VII (matières plastiques) bénéficient également d'un certain nombre de préférences accordées aux importations en provenance du Mexique. Le droit moyen définitif applicable aux lignes passibles de droits oscille entre 3,4% dans la section V (minéraux) et 25,4% dans la section XII (chaussures).

Tableau 3.5 Brésil: engagements d'élimination et de réduction des droits de douane au titre de l'Accord, par section du SH

Section du SH	Moyenne NPF %	Nombre de lignes	Lignes en franchise de droits		Lignes restant passibles de droits au titre de l'Accord		Droit moyen définitif (lignes passibles de droits)
			NPF 2018	Au titre de l'Accord	Passibles de droits	Avec des taux réduits ^a	
I	9,4	520	35		485	1	10,0
II	7,7	411	69	25	317	7	9,3
III	9,5	74			74	1	9,5
IV	15,1	322		19	303	80	13,5
V	2,4	208	69	13	126	12	3,4
VI	6,8	3 035	101	184	2 750	324	6,5
VII	11,2	431	4	6	421	114	10,3
VIII	11,5	113			113		11,5
IX	7,9	157			157		7,9
X	11,2	222	10	2	210	2	11,8
XI	25,4	1 055			1 055	50	25,2
XII	25,4	70			70	1	25,4

Section du SH	Moyenne NPF %	Nombre de lignes	Lignes en franchise de droits		Lignes restant passibles de droits au titre de l'Accord		Droit moyen définitif (lignes passibles de droits)
			NPF 2018	Au titre de l'Accord	Passibles de droits	Avec des taux réduits ^a	
XIII	10,7	217	2	8	207	25	10,6
XIV	9,6	64	6	4	54	2	10,5
XV	11,9	738	12	27	699	12	12,2
XVI	11,7	1 771	296	97	1 378	74	13,7
XVII	18,2	230	33	7	190	2	21,3
XVIII	12,5	450	84	3	363	17	15,0
XIX	20,0	18			18		20,0
XX	19,2	165	4	2	159	31	18,6
XXI	4,0	7			7		4,0
Total	11,6	10 278	725	397	9 156	755	12,2

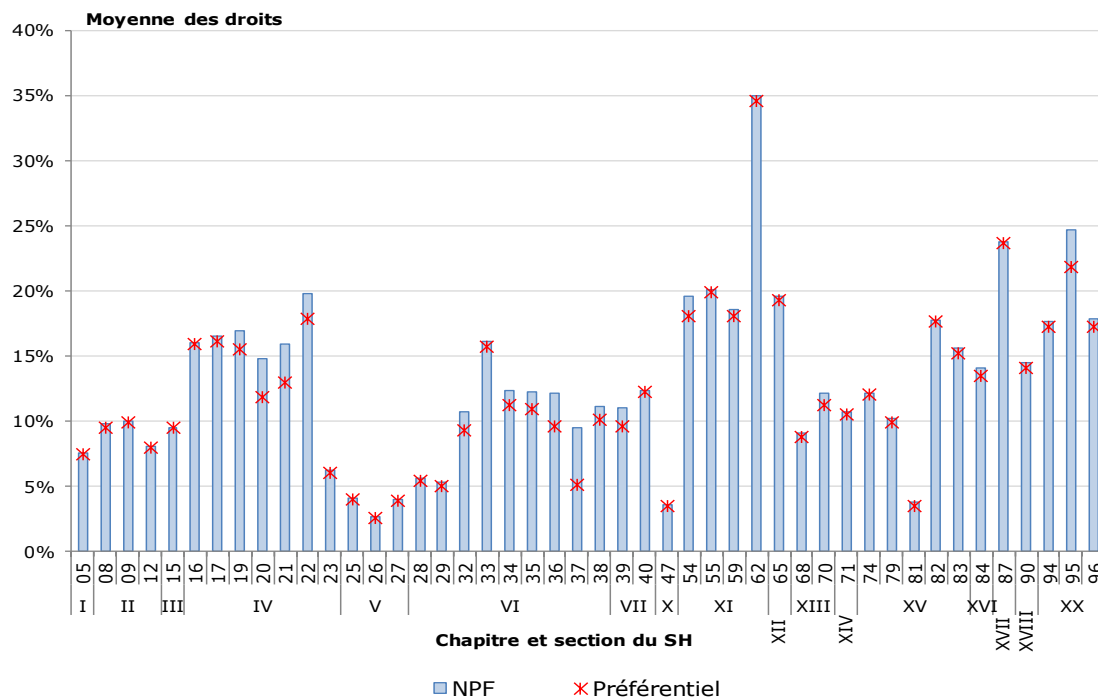
a Nombre de lignes tarifaires assujetties à des taux réduits qui s'appliquent à tout ou partie des produits.

Note: Sur la base de la nomenclature du SH2017.

Source: Estimations de l'OMC sur la base des données de la BDI de l'OMC et du site Web du SECINT du Brésil.

3.15. Le **Error! Reference source not found.** Graphique 3.1 présente les taux de droits préférentiels et NPF moyens relatifs à 46 chapitres dans le cadre desquels des préférences sont accordées. Parmi les 1 152 lignes passibles de droits (NPF 2018) visées par l'Accord, les produits photographiques ou cinématographiques relevant du chapitre 37 bénéficient de la marge de préférence moyenne la plus élevée, avec un droit préférentiel moyen s'établissant à 5,2%, contre un droit NPF moyen de 9,5%. Parmi les produits industriels bénéficiant des marges de préférence les plus élevées figurent également les jouets du chapitre 95 ainsi que les autres produits chimiques. S'agissant des produits agricoles, les marges de préférence les plus élevées visent les chapitres 20 à 22 (les taux préférentiels allant de 11,8% à 17,8%, contre des taux NPF moyens situés entre 14,8% et 19,8%). Aucune préférence n'est accordée dans le cadre des 51 chapitres restants du SH.

Graphique 3.1 Brésil: moyenne des taux des lignes passibles de droits, par chapitre et section spécifiques du SH



Note: Sur la base de la nomenclature du SH2017.

Source: Estimations de l'OMC d'après les données de la BDI de l'OMC et du site Web du SECINT du Brésil.

3.1.3.2 Mexique

3.16. Les engagements d'élimination et de réduction des droits de douane du Mexique au titre de l'Accord, par section du SH, sont présentés dans le tableau 3.6. La majorité des lignes entièrement libéralisées relève des légumes de la section II du SH, tandis que le plus grand nombre de lignes partiellement libéralisées correspond aux produits chimiques de la section VI. Les sections du SH visées par les droits moyens définitifs les plus et les moins élevés pour les lignes passibles de droits sont identiques à celles du Brésil – 5,8% dans la section V (minéraux) et 19,2% dans la section XII (chaussures).

Tableau 3.6 Mexique: engagements d'élimination des droits de douane au titre de l'Accord, par section du SH

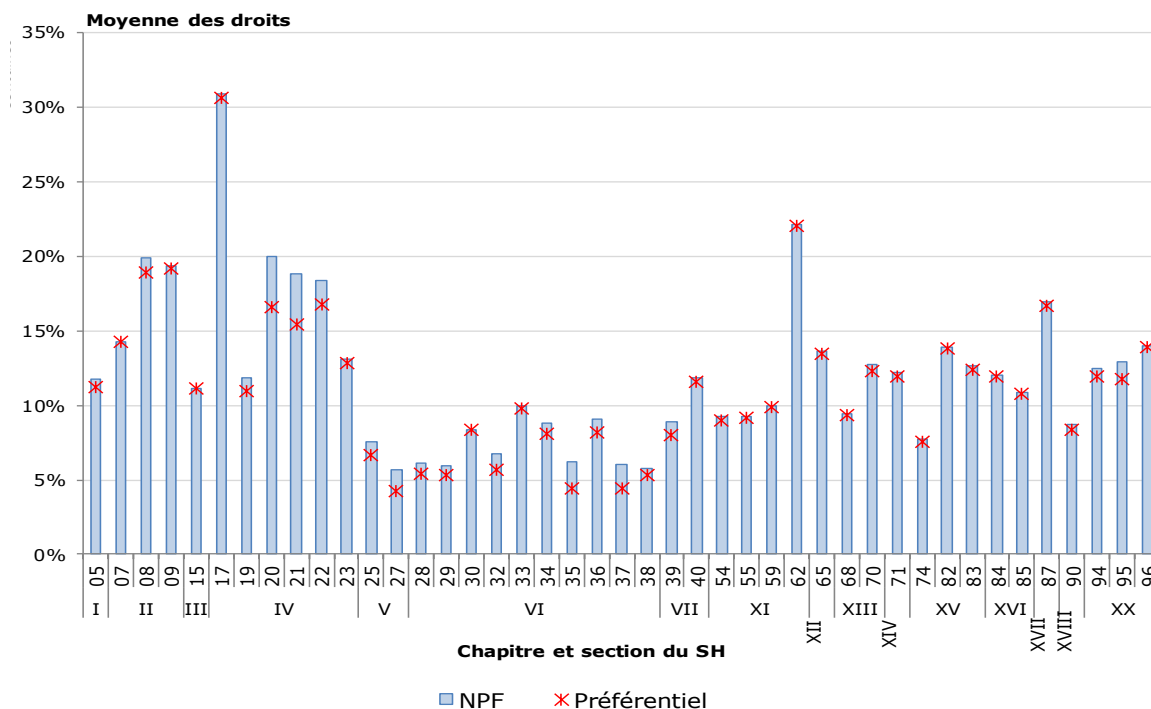
Section du SH	Moyenne NPF %	Nombre de lignes	Lignes en franchise de droits		Lignes restant passibles de droits au titre de l'Accord		Droit moyen définitif (lignes passibles de droits)
			NPF 2018	Au titre de l'Accord	Passibles de droits	Avec des taux réduits ^a	
I	15,7	439	62		377	3	18,3
II	11,7	519	117	62	340	10	15,0
III	8,5	72	17		55	2	11,1
IV	18,4	356	31	19	306	64	18,7
V	0,3	219	211		8	4	5,8
VI	1,4	2 865	2286	58	521	103	6,2
VII	3,8	570	347		223	44	9,0
VIII	4,8	124	92		32		19,0
IX	6,7	188	66		122		10,3
X	2,8	311	182		129		6,7
XI	13,3	1 422	159		1 263	39	14,9
XII	17,1	167	18		149	1	19,2
XIII	5,8	313	161		152	18	11,8
XIV	3,3	65	47	2	16	1	11,9
XV	3,8	1 268	861		407	9	11,8
XVI	2,7	2 492	1901	16	575	8	11,5
XVII	7,6	402	200	13	189	7	14,9
XVIII	2,6	450	319	3	128	8	8,7
XIX	11,2	33	2		31		11,9
XX	8,9	247	79	5	163	26	12,5
XXI	0,0	14	14				
Total	5,7	12 536	7 172	178	5 186	347	13,1

a Nombre de lignes tarifaires assujetties à des taux réduits qui s'appliquent à tout ou partie des produits.

Note: Le décompte des lignes tarifaires fait état de 22 lignes visées par une prohibition, qui relèvent des sections I, II, VI, VIII et X du SH. Cependant, ces lignes ne sont pas prises en compte dans le calcul des droits moyens définitifs. Pour le calcul des moyennes, les droits spécifiques sont exclus et la composante *ad valorem* des taux alternatifs est prise en compte. Sur la base de la nomenclature du SH2012.

Source: Estimations de l'OMC sur la base de données communiquées par les autorités mexicaines et la BDI de l'OMC.

3.17. Le Graphique 3.2 présente les taux de droits préférentiels et NPF moyens relatifs à 43 chapitres dans le cadre desquels des préférences sont accordées. Parmi les 525 lignes passibles de droits (NPF 2018) visées par l'Accord, la marge de préférence moyenne la plus élevée correspond aux préparations de légumes et préparations alimentaires des chapitres 20 et 21 (les taux préférentiels moyens s'établissant à 16,6% et 15,5%, contre des taux NPF moyens de 20% et 18,3%). En ce qui concerne les produits industriels, les marges de préférence les plus élevées correspondent aux produits chimiques de la section VI du SH, en particulier aux chapitres 35 (matières albuminoïdes) et 37 (produits photographiques ou cinématographiques) – les taux préférentiels moyens s'établissant à 4,5% et 4,4%, contre des taux NPF de 6,2% et 6%. Aucune préférence n'est accordée dans le cadre des 54 chapitres restants.

Graphique 3.2 Mexique: moyenne des taux des lignes passibles de droits, par chapitre et section spécifiques du SH

* Lignes tarifaires visées par une prohibition à l'importation uniquement.

Note: Y compris 22 lignes visées par une prohibition, qui relèvent des sections I, II, VI, VIII et X du SH. Pour le calcul des moyennes, les lignes visées par une prohibition et les taux spécifiques sont exclus, et la composante *ad valorem* des taux alternatifs est prise en compte. Sur la base de la nomenclature du SH2012.

Source: Estimations de l'OMC sur la base de données communiquées par les autorités mexicaines et la BDI de l'OMC.

3.1.4 Contingents tarifaires

3.18. Le Tableau 3.7 contient des renseignements détaillés sur les contingents tarifaires qui sont échangés au titre de l'Accord. Les Parties s'accordent réciproquement des contingents tarifaires visant six produits industriels; dans le cas de deux produits, le taux contingentaire est nul, tandis que pour les quatre autres, la marge de préférence oscille entre 50% et 70% du taux NPF applicable au droit contingentaire, et entre 20% et 40% du taux NPF applicable au droit hors contingent. En outre, le Brésil accorde au Mexique un contingent tarifaire saisonnier pour l'ail, avec une franchise de droits dans les limites du contingent.

Tableau 3.7 Contingents tarifaires au titre de l'Accord

Produit	Quantité annuelle (tonnes métriques)	Taux applicable dans le cadre des contingents	
		Taux contingentaire	Taux hors contingent
Brésil uniquement			
Aulx 0703.20.00	1 300, du 1 ^{er} mars au 15 juillet	En franchise de droits	NPF
Brésil et Mexique			
Sulfures de sodium 2830.10.00	6 000	En franchise de droits	Marge de préférence de 40%
Téréphtalate de diméthyle 2917.37.00	35 000	En franchise de droits	Marge de préférence de 20%

Produit	Quantité annuelle (tonnes métriques)	Taux applicable dans le cadre des contingents	
		Taux contingentaire	Taux hors contingent
Pigments et préparations à base de dioxyde de titane 3206.11.00	20 000 15 000 pour les produits d'une dimension de particule moyenne de 6 microns ou plus, avec ajout de modificateurs	Marge de préférence de 50%	Marge de préférence de 30%
Polystyrène d'emploi général 3903.19.10	4 000	Marge de préférence de 60%	Marge de préférence de 25%
Polyéthylène téréphtalate 3907.60.00	6 000	Marge de préférence de 70%	Marge de préférence de 25%
Autres plaques, feuilles, pellicules, bandes et lames, en polypropylène 3920.20.10	2 000	Marge de préférence de 60%	Marge de préférence de 30%

Source: Annexe I de l'Accord.

3.2 Règles d'origine

3.19. Les règles d'origine figurent au chapitre IV. Les prescriptions de base pour qu'un produit soit considéré comme originaire, énoncées à l'article IV-5, sont les suivantes:

- a. le produit doit être entièrement obtenu ou produit sur le territoire de l'une ou des deux Parties;
- b. il doit être produit entièrement sur le territoire de l'une ou des deux Parties, exclusivement à partir de matières originaires; ou
- c. il doit être produit entièrement sur le territoire de l'une ou des deux Parties à partir de matières non originaires conformes aux règles d'origine spécifiques énoncées dans l'annexe II de l'Accord, à savoir:
 - i. il doit avoir subi un changement de classification tarifaire et respecter d'autres prescriptions, ou
 - ii. il doit avoir subi un changement de classification tarifaire et respecter d'autres prescriptions, et la valeur des matières non originaires doit être inférieure à un certain seuil, ou
 - iii. la valeur des matières non originaires doit être inférieure à un certain seuil et le produit doit respecter d'autres prescriptions, et
 - iv. les matières doivent avoir subi un processus de production particulier (condition applicable aux produits chimiques relevant du chapitre 29).

3.20. Le principal critère auquel un produit fabriqué à partir de matières non originaires doit répondre pour acquérir la qualité de produit originaire est le changement de classification tarifaire. Celui-ci s'applique généralement au niveau de la position du SH, mais des prescriptions au niveau de la sous-position et du chapitre sont également appliquées. L'article IV-15 donne une liste des opérations qui ne sont pas suffisantes pour conférer l'origine.

3.21. L'octroi du caractère originaire au produit à partir de la teneur en valeur régionale s'appuie sur une teneur maximale en éléments importés, généralement fixée à 50% et, plus rarement, à 40%. L'article IV-6 prévoit que la teneur en valeur régionale est calculée soit à partir de la valeur transactionnelle soit à partir des autres méthodes établies dans l'Accord de l'OMC sur la mise en

œuvre de l'article VII du GATT de 1994. La valeur des matières non originaires est ajustée sur une base c.a.f., tandis que la valeur du produit final est déterminée sur une base f.a.b.¹²

3.22. Le cumul bilatéral s'applique entre les deux Parties (article IV-9); un élargissement possible vers le cumul total est envisagé. Des négociations visant à actualiser les dispositions sur les questions d'origine, y compris en ce qui concerne le "cumul", ont été menées; toutefois, en décembre 2020, elles n'étaient pas finalisées. Compte tenu de ce qui précède, la disposition susmentionnée reste la même. Le principe d'absorption – selon lequel la valeur des matières non originaires incorporées dans un autre produit qui a acquis le statut de produit originaire n'est pas prise en compte dans le calcul de la teneur en valeur régionale – s'applique aussi (article IV-6), y compris dans les cas où le produit est désigné comme "matière intermédiaire". Cependant, lorsqu'une matière intermédiaire est soumise à une prescription relative à la teneur en valeur régionale, son seuil de référence est fixé à 50% et aucune autre matière autoproduite soumise à une telle prescription et utilisée dans la production de cette matière intermédiaire ne peut être désignée à son tour comme matière intermédiaire par le producteur (article IV-8).

3.23. Une règle *de minimis* s'applique (article IV-7), selon laquelle le produit est considéré comme originaire si la valeur de l'ensemble des matières non originaires qui ne satisfont pas au changement de classification tarifaire exigé est inférieure à 7% de la valeur transactionnelle, ajustée sur une base c.a.f. Dans le cas où le même produit est soumis à une prescription relative à la teneur en valeur régionale, cette valeur sera comptabilisée dans le calcul de la teneur en valeur régionale et toute prescription additionnelle s'appliquera sans modification. La règle *de minimis* ne s'applique pas aux matières textiles relevant des chapitres 50 à 63 du SH, ni aux matières non originaires utilisées dans la production des produits visés par les chapitres 1 à 27, à moins que ces matières ne relèvent d'une sous-position différente de celle du produit dont l'origine est à déterminer.

3.24. L'Accord n'autorise pas le perfectionnement passif. Le transit par le territoire de pays non-parties, avec ou sans transbordement, est autorisé à condition que le produit reste sous le contrôle et la surveillance de leurs autorités douanières; si le transit est justifié pour des raisons géographiques ou liées au transport; le produit ne doit pas être vendu ou utilisé dans le pays de transit et ne doit faire l'objet d'aucune transformation hors du territoire des Parties, autre que le chargement, le déchargement ou toute autre opération nécessaire pour le conserver en bon état ou le transporter (article IV-18).

3.25. Un groupe de travail sur les règles d'origine et les procédures douanières est établi (article IV-34).

Encadré 3.1 Les règles d'origine en bref

Caractéristiques fondamentales

- Critères généraux par produit:
 - Produits entièrement obtenus
 - Changement de classification tarifaire, en général changement de position
 - Teneur en valeur régionale – teneur maximale en éléments importés généralement de 50% (40% dans de rares cas)
- Cumul bilatéral.
- Règles de tolérance.
- Perfectionnement passif non autorisé.

¹² Le paragraphe c) décrit les éléments devant être inclus dans la valeur ajustée des matières non originaires.

3.3 Droits, impositions et restrictions quantitatives à l'exportation

3.26. L'Accord ne contient pas de dispositions sur les droits d'exportation. L'article III-2 contient une interdiction générale d'appliquer aux exportations de toute marchandise de l'autre Partie des obstacles non tarifaires, à moins qu'ils soient compatibles avec les règles de l'OMC.

3.4 Dispositions réglementaires de l'Accord

3.4.1 Normes

3.4.1.1 Mesures sanitaires et phytosanitaires

3.27. Les mesures sanitaires et phytosanitaires sont traitées dans le chapitre IX. Ces questions seront régies par l'Accord de l'OMC sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires (Accord SPS). L'Accord complémentaire de la Convention de base sur la coopération scientifique et technique en matière de santé animale, signé entre le Brésil et le Mexique en 1997, est intégré à l'Accord (articles IX-1 à IX-3).¹³

3.28. Les mesures sanitaires et phytosanitaires ne doivent être établies par les Parties que dans la mesure nécessaire pour atteindre des niveaux de protection sanitaire ou phytosanitaire appropriés sur leur territoire, en tenant compte de la faisabilité technique et économique de leur mise en œuvre. Les Parties peuvent adopter ou maintenir toute mesure établissant un niveau de protection plus élevé que celui qui serait atteint dans le cadre de réglementations, principes ou recommandations adoptés au niveau international, sous réserve qu'elle soit fondée sur une justification scientifique et que les procédures de l'Accord SPS soient suivies. Les Parties s'engagent:

- a. à garantir que les mesures sanitaires et phytosanitaires qu'elles appliquent ne constituent pas des obstacles injustifiés au commerce;
- b. à établir leurs mesures sanitaires et phytosanitaires sur la base d'une évaluation des risques adaptée aux circonstances, en tenant compte des lignes directrices et méthodes des organisations internationales compétentes; et
- c. à établir leurs procédures pour la reconnaissance de l'équivalence des mesures SPS et de leurs procédures de contrôle et d'approbation sur la base des pratiques définies par les organisations internationales pertinentes. Un accès raisonnable pour des inspections, des essais et autres procédures pertinentes sera ménagé à la Partie importatrice qui en fera la demande.

3.29. La reconnaissance par les Parties des zones exemptes de parasites ou de maladies ou des zones à faible prévalence de parasites ou de maladies doit être fondée sur des critères et des procédures compatibles avec les dispositions de l'Accord SPS. Le chapitre prévoit également la conclusion d'accords visant à faciliter les importations de produits agricoles provenant de ces zones (articles IX-9 à IX-11).

3.30. Les Parties doivent établir des points d'information pour l'échange de renseignements et la coopération technique (article IX-15). Leurs autorités compétentes se réuniront, lorsque nécessaire, pour évaluer la mise en œuvre du chapitre et faire part de leurs constatations à la Commission de l'Accord. Les autorités des Parties et la Commission peuvent établir des groupes de travail *ad hoc* afin d'examiner et de proposer des solutions aux problèmes sanitaires et phytosanitaires susceptibles de se poser s'agissant de l'accès des produits agricoles au marché d'une Partie. En décembre 2020, aucune modification n'avait été apportée au chapitre en question et aucun groupe de travail n'avait été établi. Enfin, une Partie peut demander la tenue de consultations techniques dans l'objectif d'obtenir des renseignements sur les mesures sanitaires et phytosanitaires adoptées par l'autre

¹³ Le texte de la Convention de base peut être consulté à l'adresse suivante: <https://aplicaciones.sre.gob.mx/tratados/ARCHIVOS/BRASIL-COOP.%20CIENTIFICA%20Y%20TEC.pdf>. Le texte de l'Accord complémentaire peut être consulté à l'adresse suivante: <https://www2.camara.leg.br/legin/fed/decret/1998/decreto-2549-15-abril-1998-400720-publicacaooriginal-1-pe.html> (en portugais uniquement).

Partie; le chapitre ne prévoit toutefois pas de délai pour la tenue de ces consultations (articles IX-17 à IX-19).

3.4.1.2 Obstacles techniques au commerce

3.31. Le chapitre VIII s'applique aux normes, règlements techniques et procédures d'évaluation de la conformité des Parties susceptibles d'avoir une incidence, directe ou indirecte, sur le commerce de marchandises ou de services. Ces questions seront régies par l'Accord de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce (article VIII-2). Ce chapitre ne s'applique pas aux mesures SPS.

3.32. Les Parties restent libres d'adopter un niveau de protection approprié en vue d'atteindre leurs objectifs légitimes; les mesures de normalisation ne doivent pas avoir pour objectif de créer des obstacles non nécessaires au commerce (article VIII-3).

3.33. Les dispositions relatives à la transparence figurent aux articles VIII-4 et VIII-5. Chaque partie doit notifier par écrit à l'autre Partie l'adoption de nouvelles mesures de normalisation ou la modification de mesures existantes en même temps qu'elle le notifie à l'OMC, et non après en avoir informé ses propres ressortissants. Ces notifications ne sont pas requises pour les mesures ayant caractère de loi ou de règlement de loi. En outre, chaque Partie doit, à la demande de l'autre, fournir à celle-ci des renseignements sur les normes, règlements techniques et procédures d'évaluation de la conformité en cours d'application ou d'élaboration.

3.34. Le chapitre contient également des dispositions sur les activités de coopération et d'assistance techniques menées dans le cadre de toutes ces mesures (articles VIII-6 et VIII-7). À la demande de l'une d'entre elles, les Parties se réuniront dans les plus brefs délais pour aborder les questions particulières relatives aux mesures susceptibles d'avoir une incidence sur le commerce effectué entre elles, les activités de coopération technique, la négociation d'accords de reconnaissance mutuelle ou toute question relative aux normes (article VIII-8).

3.4.2 Mécanismes de sauvegarde

3.4.2.1 Sauvegardes globales

3.35. Les Parties réaffirment leurs droits et obligations au titre de l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes et de l'article XIX du GATT de 1994 (article V-2).

3.4.2.2 Sauvegardes bilatérales

3.36. L'Accord autorise l'application de mesures de sauvegarde bilatérales. Les critères et conditions sont énoncés aux articles V-3 à V-21 de l'Accord, comme indiqué ci-après:

- a. les sauvegardes ne sont appliquées que dans la mesure nécessaire pour prévenir ou réparer le dommage grave causé par l'évolution imprévue des circonstances et découlant des préférences tarifaires, et pour faciliter l'ajustement de la branche de production nationale;
- b. une mesure de sauvegarde consiste en une suspension ou une réduction temporaire de la préférence prévue par l'Accord pour une période initiale d'un an, prorogeable pour la même durée. Sa durée maximale ne peut dépasser deux ans;
- c. afin d'éviter toute perturbation des échanges, un contingent tarifaire est ouvert simultanément à l'adoption de la mesure de sauvegarde. La quantité contingentaire sera équivalente à la moyenne des importations effectuées pendant les trois années précédant la détermination de l'existence d'un dommage, à moins que la nécessité d'un niveau différent ne soit clairement justifiée afin de prévenir ou de réparer le dommage grave. Le taux contingentaire correspond au taux préférentiel effectif;
- d. à l'expiration de la mesure de sauvegarde, le taux préférentiel doit être rétabli; et
- e. une liste indicative des éléments à prendre en considération pour les enquêtes figure aux articles V-11 à V-14. En particulier, l'article V-12 précise que toute demande d'imposition

d'une mesure de sauvegarde doit être présentée par des producteurs représentant collectivement au moins 50% de la production nationale de produits similaires ou directement concurrents.

3.37. Les procédures d'enquête et de transparence sont décrites aux articles V-15 à V-20. Si certains délais sont prévus, la période maximale entre la publication de la décision d'ouvrir l'enquête et la décision finale n'est cependant pas précisée.

3.38. Des sauvegardes provisoires d'une durée maximale de 180 jours (200 jours dans le cadre de l'Accord de l'OMC) peuvent être appliquées dans des circonstances critiques et après détermination à titre préliminaire de l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave. Afin de garantir la transparence, la Partie importatrice est tenue de transmettre une notification à la Partie exportatrice dans un délai de 10 jours à compter de la publication de la décision d'ouverture de l'enquête, et 30 jours avant que la décision de mise en œuvre de la sauvegarde provisoire ne soit appliquée. L'intention et la décision d'appliquer ou de proroger une mesure de sauvegarde doivent également être notifiées, mais aucun délai n'est précisé dans l'Accord; les prescriptions correspondantes de l'OMC imposent la notification immédiate au Comité des sauvegardes. Des possibilités adéquates de consultation doivent être ménagées (article V-20) et des disciplines concernant l'indemnisation sont énoncées à l'article V-21.

3.4.3 Mesures antidumping et compensatoires

3.39. Le chapitre VI traite des pratiques commerciales déloyales. Les mesures antidumping et compensatoires doivent être appliquées conformément aux Accords de l'OMC pertinents – à savoir le GATT de 1994, et l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VI du GATT de 1994 et l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, conformément aux législations nationales respectives des Parties (article VI-1).

3.40. L'article VI-2 prévoit la tenue de consultations dans les cas où une Partie estime que l'autre Partie réalise des importations en provenance d'un pays tiers qui sont susceptibles de faire l'objet d'un dumping ou d'être subventionnées et qui ont une incidence sur ses exportations. En cas de dumping, la Partie lésée peut demander l'ouverture d'une enquête antidumping contre le pays tiers. L'autre Partie tiendra dûment compte de toute demande de consultations transmise par l'intermédiaire de la Commission administrative instituée au titre l'Accord et répondra dans un délai de 15 jours ouvrables. La Commission administrative sera tenue informée de l'évolution et des conclusions des consultations.

3.4.4 Subventions et aides d'État

3.41. L'Accord ne contient pas de dispositions en matière de subventions et d'aides publiques.

3.4.5 Procédures douanières

3.42. Les procédures douanières sont abordées dans le chapitre IV. Le modèle de la déclaration et du certificat d'origine (article IV-19) correspond à celui adopté dans le cadre de l'ALADI¹⁴, tandis que celui destiné aux produits importés dans le cadre de contingents tarifaires figure dans le Deuxième protocole additionnel à l'Accord. La déclaration de l'origine est remplie et signée par l'exportateur ou le producteur, et, sur cette base, le certificat d'origine est signé par les organismes gouvernementaux ou les autorités habilitées.¹⁵ Le certificat d'origine doit être délivré dans les cinq jours ouvrables suivant la demande, pour une durée de validité de 180 jours à compter de sa signature (article IV-22). Le traitement tarifaire préférentiel est uniquement accordé sur présentation d'un certificat d'origine.

3.43. L'article IV-24 précise que le caractère originaire des marchandises est maintenu même si les factures sont fournies par des opérateurs de pays tiers. Les obligations relatives aux exportations,

¹⁴ Voir l'annexe 4 des liens suivants:

[http://www2.aladi.org/nsfaladi/Juridica.nsf/vresolucionescomite/D207FACADE7AF87B032567CC00555F7F/\\$FILE/252.pdf](http://www2.aladi.org/nsfaladi/Juridica.nsf/vresolucionescomite/D207FACADE7AF87B032567CC00555F7F/$FILE/252.pdf) (espagnol); http://www.mdic.gov.br/arquivos/dwnl_1351703854.pdf (portugais).

¹⁵ La liste de ces organismes/autorités est disponible à l'adresse suivante:

http://www.aladi.org/sitioaladi/?page_id=422 (site Web de l'ALADI); la liste des organismes et autorités du Mexique est disponible à l'adresse suivante: <http://www2.aladi.org/nsfaladi/firmas.nsf/v1paísesR/mexico>.

énoncées à l'article IV-25, traitent en particulier de la nécessité d'assurer l'exactitude des renseignements et des conséquences juridiques en cas de fausse déclaration.

3.44. Les règles relatives à la vérification et au contrôle de l'origine d'une marchandise figurent aux articles IV-27 à IV-30; elles précisent que les autorités compétentes de la Partie importatrice peuvent:

- a. demander aux autorités compétentes de la Partie exportatrice des renseignements supplémentaires, lesquels doivent être transmis dans un délai de 120 jours, faute de quoi le traitement préférentiel peut être refusé;
- b. envoyer un questionnaire par écrit à l'exportateur ou au producteur, qui devra y répondre dans un délai de 30 jours à compter de la réception, prorogeable sur demande pour la même durée. Si l'exportateur ou le producteur ne répond pas ou ne renvoie pas le questionnaire dans le délai imparti, la Partie importatrice peut refuser d'accorder un traitement tarifaire préférentiel, après avoir pris une décision à cet effet; ou
- c. présenter une demande pour visiter les locaux de l'exportateur ou du producteur à la suite d'un préavis minimum de 30 jours. Toute visite des autorités de la Partie importatrice doit être annoncée par écrit à l'exportateur ou au producteur et aux autorités compétentes de la Partie exportatrice. Si l'exportateur ou le producteur ne confirme pas la visite dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la notification, la Partie importatrice peut refuser d'accorder un traitement tarifaire préférentiel au produit soumis à vérification, après avoir pris une décision à cet effet. La visite peut toutefois être reportée pendant une période maximale de 60 jours sans avoir d'incidence négative sur le résultat de la vérification. Les Parties peuvent désigner des observateurs qui assisteront à la vérification.

3.45. L'exportateur ou le producteur doit être informé du résultat de la vérification figurant dans les conclusions au moyen d'une décision écrite comprenant les points de fait et le fondement juridique. Si le statut de produit originaire est refusé, la Partie importatrice peut appliquer des sanctions conformément à l'Accord et à sa législation. Si l'exportateur ou le producteur a présenté plus d'une fois des renseignements faux ou inexacts sur l'origine du produit, la Partie importatrice peut suspendre le traitement tarifaire préférentiel accordé aux produits identiques du même exportateur ou producteur jusqu'à ce que celui-ci puisse prouver qu'il se conforme aux prescriptions du chapitre IV. Ce chapitre précise également les modalités d'examen et d'appel de la détermination.

4 DISPOSITIONS GENERALES DE L'ACCORD

4.1 Transparence

4.1. Outre diverses dispositions relatives à la transparence figurant dans l'Accord qui sont mentionnées ailleurs dans cette présentation factuelle, le chapitre XI (Administration de l'Accord) précise certaines dispositions en la matière.

4.2. L'article XI-1 prévoit que chaque Partie désignera une autorité de son gouvernement pour faciliter la communication avec l'autre Partie sur toute question relevant de l'Accord.¹⁶

4.3. Dans la mesure du possible, chaque Partie notifiera à l'autre Partie toute loi, tout règlement ou toute disposition qu'elle estime susceptible d'affecter, de manière substantielle ou non, les intérêts de l'autre Partie et elle fournira, à la demande de celle-ci, les renseignements relatifs à toute mesure en vigueur sur son territoire qui aurait une incidence sur la mise en œuvre de l'Accord. Toute notification ou communication de renseignements de ce type ne préjuge pas de la compatibilité de la mesure avec l'Accord (article XI-2).

¹⁶ Il s'agit du Département de l'intégration latino-américaine du Ministère des relations extérieures dans le cas du Brésil, et de la Direction générale chargée des questions relatives à l'ALADI du Ministère de l'économie dans le cas du Mexique, ou de leurs successeurs.

4.2 Paiements courants et mouvements de capitaux

4.4. L'Accord ne contient pas de dispositions relatives aux paiements et aux mouvements de capitaux.

4.3 Exceptions

4.5. L'Accord ne contient pas de dispositions prévoyant d'exceptions.

4.4 Adhésion et retrait

4.6. L'Accord est ouvert à l'adhésion des autres membres de l'ALADI, sous réserve de négociations devant être incluses dans un protocole additionnel à l'Accord (chapitre XV). L'entrée en vigueur aura lieu 30 jours après son dépôt auprès du Secrétariat de l'ALADI.

4.7. Chaque Partie peut dénoncer l'Accord. La dénonciation prend effet 180 jours après notification à l'autre Partie (90 jours pour la communication à l'autre Partie puis 90 jours à compter du dépôt du document relatif au retrait auprès du Secrétariat de l'ALADI).

4.5 Cadre institutionnel

4.8. Le principal organe de l'Accord est la Commission administrative, créée en vertu de l'article XIII-1. La Commission est composée de représentants du Sous-Secrétariat général chargé des questions d'intégration économique et du commerce extérieur du Ministère des relations extérieures du Brésil, et du Sous-Secrétariat aux négociations commerciales internationales du Ministère de l'économie du Mexique, ou de leurs représentants. La Commission a notamment pour mission d'assurer le respect des dispositions de l'Accord, de recommander des modifications à apporter à l'Accord, de présenter des rapports périodiques sur le fonctionnement de l'Accord et de constituer des groupes de travail lorsque nécessaire.

4.6 Règlement des différends

4.9. Comme le prévoit le chapitre XII de l'Accord, le Premier protocole additionnel (en vigueur depuis 2006) établit un mécanisme de règlement des différends qui portent sur l'interprétation, l'application ou le non-respect des dispositions de l'Accord.

4.10. Le protocole prévoit que pour les questions également régies par l'OMC, l'instance doit être choisie par la partie plaignante. Une fois l'instance choisie, elle est utilisée à l'exclusion de l'autre; cette disposition ne s'applique pas dans les cas où une Partie invoque un fondement au titre de l'Accord sur l'OMC différent de celui qui pourrait être invoqué au titre de l'Accord. Le protocole établit également qu'avant d'engager une procédure de règlement des différends conformément à l'Accord sur l'OMC, la partie plaignante s'emploie dans toute la mesure du possible à communiquer à l'autre Partie son intention de le faire. Il est estimé qu'une procédure est engagée lorsqu'une demande d'établissement d'un groupe spécial au titre de l'article 6 du Mémoire d'accord de l'OMC sur le règlement des différends est formulée ou lorsqu'un groupe d'experts *ad hoc* est constitué au titre de l'article 7 du protocole (articles 1^{er} et 2 du protocole).

4.11. Les Parties s'efforceront de régler toute question visée à l'article 1^{er} par voie de consultation (article 3 du protocole). En cas d'échec des consultations 45 jours après réception de la demande de leur ouverture¹⁷, la partie plaignante peut demander l'établissement d'un groupe *ad hoc* d'experts (articles 7 et 11 du protocole)¹⁸ désignés à partir d'une liste d'experts présentée par chacune des Parties.¹⁹ Le groupe d'experts présentera à la Commission un rapport dans un délai de 120 jours à compter de la date de son établissement (article 16 du protocole). La Commission se réunira pour

¹⁷ En cas d'urgence, en particulier si le différend porte sur des biens périssables, les consultations se tiennent dans les 10 jours et les Parties feront leur possible pour accélérer les autres procédures (article 26 du protocole).

¹⁸ Le groupe d'experts sera composé de trois membres et son fonctionnement sera conforme aux Règles de procédure types et au Code de conduite établis qui figurent à l'annexe I du protocole (article 14 du protocole).

¹⁹ Chaque Partie désignera un maximum de 12 ressortissants et de 8 experts de pays tiers à inscrire sur la liste. Pour de plus amples précisions, voir les articles 9 et 11 du protocole.

examiner le rapport dans les 20 jours suivant sa réception; en l'absence de réunion, le rapport sera réputé adopté (article 17 du protocole). L'adoption peut également être automatique si la Commission ne parvient pas à convenir d'une solution satisfaisante dans les 15 jours suivant sa réunion (article 18 du protocole). Si, dans les 30 jours suivant l'adoption du rapport, la Partie concernée ne respecte pas les conclusions, la Partie plaignante peut adopter des mesures compensatoires temporaires (y compris la suspension de concessions) après en avoir informé l'autre Partie (article 20 du protocole). La suspension des avantages s'applique jusqu'à ce que la Partie mise en cause se soit conformée à ses obligations ou jusqu'à ce que les Parties parviennent à un accord mutuellement satisfaisant (article 21 du protocole).²⁰ À la demande de l'une des Parties, la Commission établira dans un délai de 15 jours un groupe spécial d'experts pour déterminer si le niveau des avantages suspendus est manifestement excessif. Ce groupe présentera sa décision finale dans les 60 jours suivant sa constitution, sauf si les Parties en conviennent autrement (articles 23 et 24 du protocole).

4.7 Relation avec d'autres accords conclus par les Parties

4.12. L'Accord a été signé dans le cadre du Traité de Montevideo de l'ALADI de 1980 (préambule).

4.13. Les autres accords commerciaux régionaux auxquels le Brésil et le Mexique sont parties (accords notifiés et non notifiés compris) sont énumérés dans le Tableau 4.1.

Tableau 4.1 Brésil et Mexique: participation à d'autres ACR (notifiés et non notifiés, en vigueur), au 9 novembre 2020

Nom de l'ACR	Date d'entrée en vigueur ^a	Portée	Notification au GATT/à l'OMC	
			Année ²¹	Disposition de l'OMC
BRÉSIL				
MERCOSUR – Égypte	01/09/2017	Marchandises	2018	Clause d'habilitation
MERCOSUR – Union douanière d'Afrique australe (SACU)	01/04/2016	Marchandises	2017	Clause d'habilitation
Brésil – Venezuela [ALADI, AAP.CE n° 69]	14/10/2014	Marchandises	2020/2013	Clause d'habilitation – Modifications du TM80 de l'ALADI
MERCOSUR – Israël	23/12/2009	Marchandises	2019	Article XXIV du GATT
MERCOSUR – Inde	01/06/2009	Marchandises	2010	Clause d'habilitation
MERCOSUR – Cuba [ALADI, AAP.CE n° 62]	02/07/2007	Marchandises	2020/2009	Clause d'habilitation – Modifications du TM80 de l'ALADI
Brésil – Suriname [ALADI, AAP.A25 TM n° 41]	26/07/2006	Marchandises	2020/2006	Clause d'habilitation – Modifications du TM80 de l'ALADI
MERCOSUR – Pérou [ALADI, AAP.CE n° 58]	02/01/2006	Marchandises	2020/2006	Clause d'habilitation – Modifications du TM80 de l'ALADI
MERCOSUR – Communauté andine (sauf l'État plurinational de Bolivie et le Pérou) [ALADI, AAP.CE n° 59]	05/01/2005	Marchandises	2020/2006	Clause d'habilitation – Modifications du TM80 de l'ALADI
Brésil – Guyana – Saint-Kitts-et-Nevis [ALADI, AAP.A25 TM n° 38] ^b	31/05/2004	Marchandises	2020/2001	Clause d'habilitation – Modifications du TM80 de l'ALADI
MERCOSUR – Mexique [ALADI, AAP.CE n° 55]	01/01/2003	Marchandises	2020/2004	Clause d'habilitation – Modifications du TM80 de l'ALADI
ALADI – Adhésion de Cuba	26/08/1999	Marchandises	1999	Clause d'habilitation
Brésil – Venezuela [ALADI, AAP.A14 TM n° 15]	18/10/1998	Marchandises Services	2020/2001 Non notifié	Clause d'habilitation – Modifications du TM80 de l'ALADI

²⁰ Si elle suspend des avantages, la Partie devrait considérer en premier lieu les avantages dans le ou les mêmes secteurs que ceux visés par les mesures dont le groupe a constaté qu'elles étaient incompatibles avec les obligations découlant de l'Accord; si la Partie estime que cette démarche est inefficace ou impossible sur le plan pratique, elle peut suspendre des avantages dans d'autres secteurs.

²¹ Pour les accords relevant du TM80 de l'ALADI, deux dates figurent dans le tableau. La première est la date de distribution de la fiche individuelle pertinente dans la série WT/COMTD/RTA15/N/1/-; la deuxième est la date de distribution des rapports de l'ALADI faisant référence à l'accord concerné, distribués sous les cotes WT/COMTD/- et (GATT 1947) L/-.

Nom de l'ACR	Date d'entrée en vigueur ^a	Portée	Notification au GATT/à l'OMC	
			Année ²¹	Disposition de l'OMC
MERCOSUR – État plurinational de Bolivie [ALADI, AAP.CE n° 36]	28/02/1997	Marchandises	2020/1997	Clause d'habilitation – Modifications du TM80 de l'ALADI
MERCOSUR – Chili [ALADI, AAP.CE n° 35]	01/10/1996 19/06/2011	Marchandises Services	2020/1997 Non notifié	Clause d'habilitation – Modifications du TM80 de l'ALADI
ALADI – Semences [AAP.AG n° 2]	18/06/1993	Marchandises	2020/1992	Clause d'habilitation – Modifications du TM80 de l'ALADI
Argentine – Brésil – Uruguay ^c [ALADI, AAP.A14 TM n° 6]	27/06/1992	Marchandises	2020/1996	Clause d'habilitation – Modifications du TM80 de l'ALADI
Marché commun du Sud (MERCOSUR)	29/11/1991 07/12/2005	Marchandises Services	1991 2006	Clause d'habilitation Article V de l'AGCS
Argentine – Brésil [ALADI, AAP.CE n° 14]	20/12/1990	Marchandises	2020/1991	Clause d'habilitation – Modifications du TM80 de l'ALADI
Système global de préférences commerciales entre pays en développement (SGPC)	19/04/1989	Marchandises	1989	Clause d'habilitation
ALADI – Biens culturels [ALADI AAR.CEYC n° 7]	01/01/1989	Marchandises	2020/1999	Clause d'habilitation – Modifications du TM80 de l'ALADI
Brésil – Uruguay [ALADI, AAP.CE n° 2]	16/10/1985	Marchandises	2020/1984	Clause d'habilitation – Modifications du TM80 de l'ALADI
ALADI – Accord régional de préférences tarifaires [ALADI, AAR.PAR n° 4]	01/07/1984	Marchandises	2020/1984	Clause d'habilitation – Modifications du TM80 de l'ALADI
ALADI – Préférences en faveur du Paraguay [ALADI, AAR.AM n° 3]	01/07/1984	Marchandises	2020/1984	Clause d'habilitation – Modifications du TM80 de l'ALADI
ALADI – Préférences en faveur de l'Équateur [ALADI, AAR.AM n° 2]	01/05/1983	Marchandises	2020/1984	Clause d'habilitation – Modifications du TM80 de l'ALADI
ALADI – Préférences en faveur de l'État plurinational de Bolivie [ALADI, AAR.AM n° 1]	01/05/1983	Marchandises	2020/1984	Clause d'habilitation – Modifications du TM80 de l'ALADI
Association latino-américaine d'intégration (ALADI)	18/03/1981	Marchandises	1982	Clause d'habilitation
Protocole sur les négociations commerciales (PNC)	11/02/1973	Marchandises	1971	Clause d'habilitation
Brésil – Paraguay [ALADI, AAP.CE n° 74]	28/09/2020	Marchandises	Non notifié	
MERCOSUR – Colombie [ALADI, AAP.CE n° 72]	20/12/2017	Marchandises	Non notifié	
MERCOSUR – Adhésion du Venezuela	12/08/2012	Marchandises et services	Non notifié	
ALADI – Adhésion du Panama	03/05/2012	Marchandises	Non notifié	
MEXIQUE				
Accord États-Unis-Mexique-Canada (USMCA/CUSMA/T-MEC) ^d	01/07/2020	Marchandises et services	2020	Article XXIV du GATT et article V de l'AGCS
Accord de partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP)	30/12/2018	Marchandises et services	2018	Article XXIV du GATT et article V de l'AGCS
Alliance du Pacifique	01/05/2016	Marchandises et services	2016	Article XXIV du GATT et article V de l'AGCS
Mexique – Panama	01/07/2015	Marchandises et services	2016	Article XXIV du GATT et article V de l'AGCS
Mexique – Amérique centrale	01/09/2012	Marchandises et services	2014	Article XXIV du GATT et article V de l'AGCS
Pérou – Mexique	01/02/2012	Marchandises et services	2012	Article XXIV du GATT et article V de l'AGCS; Clause d'habilitation – Modifications du TM80 de l'ALADI
Mexique – État plurinational de Bolivie	07/06/2010	Marchandises	2019	Clause d'habilitation
Japon – Mexique	01/04/2005	Marchandises et services	2005	Article XXIV du GATT et article V de l'AGCS

Nom de l'ACR	Date d'entrée en vigueur ^a	Portée	Notification au GATT/à l'OMC	
			Année ²¹	Disposition de l'OMC
Mexique – Uruguay	15/07/2004	Marchandises et services	2013	Article XXIV du GATT et article V de l'AGCS; Clause d'habilitation – Modifications du TM80 de l'ALADI
MERCOSUR – Mexique [ALADI, AAP.CE n° 55]	01/01/2003	Marchandises	2020/2004	Clause d'habilitation – Modifications du TM80 de l'ALADI
AELE – Mexique	01/07/2001	Marchandises et services	2001	Article XXIV du GATT et article V de l'AGCS
Mexique – Cuba	28/02/2001	Marchandises	2019	Clause d'habilitation
Mexique – Guatemala [ALADI, AAP.A25 TM n° 37]	05/12/2000	Marchandises Services	2020/2001 Non notifié	Clause d'habilitation – Modifications du TM80 de l'ALADI
UE – Mexique	01/07/2000	Marchandises	2000	Article XXIV du GATT
	01/10/2000	Services	2002	Article V de l'AGCS
Israël – Mexique	01/07/2000	Marchandises	2001	Article XXIV du GATT
ALADI – Adhésion de Cuba	26/08/1999	Marchandises	1999	Clause d'habilitation
Chili – Mexique	01/08/1999	Marchandises et services	2001	Article XXIV du GATT et article V de l'AGCS; Clause d'habilitation – Modifications du TM80 de l'ALADI
Colombie – Mexique	01/01/1995	Marchandises et services	2010	Article XXIV du GATT et article V de l'AGCS; Clause d'habilitation – Modifications du TM80 de l'ALADI
SGPC	19/04/1989	Marchandises	1989	Clause d'habilitation
ALADI – Biens culturels [ALADI AAR.CEYC n° 7]	01/01/1989	Marchandises	2020/1999	Clause d'habilitation – Modifications du TM80 de l'ALADI
Argentine – Mexique	01/01/1987	Marchandises	2019	Clause d'habilitation
ALADI – Préférences en faveur du Paraguay [ALADI, AAR.AM n° 3]	01/07/1984	Marchandises	2020/1984	Clause d'habilitation – Modifications du TM80 de l'ALADI
ALADI – Accord régional de préférences tarifaires [ALADI, AAR.PAR n° 4]	01/07/1984	Marchandises	2020/1984	Clause d'habilitation – Modifications du TM80 de l'ALADI
Mexique – Paraguay	01/01/1984	Marchandises	2019	Clause d'habilitation
Équateur – Mexique	01/05/1983	Marchandises	2019	Clause d'habilitation
ALADI – Préférences en faveur de l'Équateur [ALADI, AAR.AM n° 2]	01/05/1983	Marchandises	2020/1984	Clause d'habilitation – Modifications du TM80 de l'ALADI
ALADI	18/03/1981	Marchandises	1982	Clause d'habilitation
PNC	11/02/1973	Marchandises	1971	Clause d'habilitation
ALADI – Adhésion du Panama	03/05/2012	Marchandises	Non notifié	

a Date de la première entrée en vigueur dans au moins l'une des Parties.

b Saint-Kitts-et-Nevis a adhéré en vertu du sixième Protocole additionnel, qui est entré en vigueur le 5 juillet 2012.

c L'Uruguay a adhéré en vertu du premier Protocole d'adhésion, signé le 15 juillet 1994.

d Les Parties ont notifié que l'ALENA avait été remplacé par l'Accord États-Unis-Mexique-Canada (USMCA/CUSMA/T-MEC). Par conséquent, les dispositions de l'ALENA ne sont plus en vigueur, sauf disposition contraire expresse de l'USMCA/CUSMA/T-MEC.

Note: La référence de l'ALADI figure entre crochets pour certains ACR notifiés en tant que modification du TM80 de l'ALADI. De plus amples détails sont disponibles à l'adresse suivante: <http://www.aladi.org>.

Source: Secrétariat de l'OMC. D'autres renseignements sur ces accords et sur les dates spécifiques d'entrée en vigueur/d'application provisoire peuvent être consultés dans la base de données de l'OMC sur les ACR: <http://rtais.wto.org>.

4.8 Marchés publics

4.14. L'Accord ne contient aucune disposition relative aux marchés publics.

4.9 Droits de propriété intellectuelle

4.15. L'Accord ne contient pas de dispositions relatives aux droits de propriété intellectuelle.

4.10 Concurrence

4.16. L'Accord ne contient pas de dispositions relatives à la concurrence.

4.11 Environnement

4.17. L'Accord ne contient pas de dispositions relatives à l'environnement.

4.12 Travail

4.18. L'Accord ne contient pas de dispositions relatives au travail.

4.13 Commerce électronique

4.19. L'Accord ne contient pas de dispositions relatives au commerce électronique.

4.14 Petites et moyennes entreprises

4.20. L'Accord ne contient pas de dispositions relatives aux petites et moyennes entreprises.

ANNEXE 1

1. Le tableau A1.1 présente la libéralisation tarifaire opérée par le Brésil et le Mexique au titre de l'Accord pour l'ensemble des produits, pour les produits agricoles et pour les produits industriels.

2. Dans le cas du Brésil, la part des lignes tarifaires en franchise de droits appliquée à l'ensemble des produits provenant du Mexique était de 10,9% en 2018, contre 7,1% pour les importations soumises à des taux NPF. En 2018, la moyenne globale des droits appliqués était de 11,6% sur une base NPF et de 10,9% pour les importations préférentielles en provenance du Mexique. Les exportateurs du Mexique se voyaient appliquer un taux de droit moyen de 9,5% au lieu du taux NPF moyen de 10,3% pour les produits agricoles, et de 11,1% au lieu de 11,8% pour les produits industriels. Le Mexique bénéficiait ainsi d'une marge de préférence relative de 6% sur l'ensemble des produits, de 7,8% sur les produits agricoles et de 5,9% sur les produits industriels.

3. Dans le cas du Mexique, la part des lignes tarifaires en franchise de droits appliquée à l'ensemble des produits provenant du Brésil était de 58,6% en 2018, contre 57,2% pour les importations soumises à des taux NPF. En 2018, la moyenne globale des droits appliqués était de 5,7% sur une base NPF et de 5,4% pour les importations préférentielles en provenance du Brésil. Les exportateurs du Brésil se voyaient appliquer un taux de droit moyen de 13,2% au lieu du taux NPF moyen de 14,5% pour les produits agricoles, et de 4,4% au lieu de 4,6% pour les produits industriels. Le Brésil bénéficiait ainsi d'une marge de préférence relative de 5,3% sur l'ensemble des produits, de 9% sur les produits agricoles et de 4,3% sur les produits industriels.

Tableau A1.1 Brésil et Mexique: indicateurs des taux de droits appliqués et des taux préférentiels pour les importations en provenance du Mexique

Origine des marchandises	Année	ENSEMBLE DES PRODUITS			Chapitres 1 à 24 du SH			Chapitres 25 à 97 du SH		
		Droit appliqué moyen		Part des lignes tarifaires en franchise de droits (%)	Droit appliqué moyen		Part des lignes tarifaires en franchise de droits (%)	Droit appliqué moyen		Part des lignes tarifaires en franchise de droits (%)
		Globalement (%)	Sur les lignes passibles de droits (%)		Globalement (%)	Sur les lignes passibles de droits (%)		Globalement (%)	Sur les lignes passibles de droits (%)	
BRÉSIL										
NPF	2018	11,6	12,5	7,1	10,3	11,1	7,8	11,8	12,7	6,9
Mexique	2018	10,9	12,2	10,9	9,5	10,7	11,2	11,1	12,4	10,9
MEXIQUE										
NPF	2018	5,7	13,3	57,2	14,5	17,4	16,4	4,6	12,2	62,3
Brésil	2018	5,4	13,1	58,6	13,2	17,0	22,2	4,4	12,1	63,2

Note: Les droits de douane visés relèvent des chapitres 1 à 97 du SH. Sur la base de la nomenclature du SH2017 pour le Brésil et du SH2012 pour le Mexique.

Dans le cas du Mexique, pour le calcul des moyennes, les droits spécifiques et les lignes visant des produits dont l'importation est prohibée sont exclus, mais la composante *ad valorem* des taux alternatifs est prise en compte.

Le tableau tient uniquement compte des lignes qui ont été entièrement libéralisées.

Source: Estimations de l'OMC sur la base de données communiquées par les autorités mexicaines, du site Web du SECINT du Brésil et de la BDI de l'OMC.

4. Le tableau A1.2 présente les possibilités d'accès au marché brésilien pour les 25 principaux produits exportés par le Mexique, qui représentaient 43% de ses exportations mondiales pendant la période 2015-2017 et correspondaient à 141 lignes du tarif douanier du Brésil, au niveau à 6 chiffres du SH (SH2017). En 2018, 1 produit (pétrole, 2 lignes) a été entièrement libéralisé sur une base NPF, tandis que 5 produits étaient partiellement exempts de droits (correspondant à 10 lignes tarifaires au total) et 19 relevaient de lignes entièrement passibles de droits. Dans le cadre de l'Accord, 1 de ces 25 produits (bière), représentant 0,8% des exportations mondiales du Mexique en 2015-2017, bénéficiait d'une marge de préférence de 70%; les importations du Mexique étaient admises au Brésil à un taux de 6%, contre 20% pour les importations en régime NPF. Tous les autres produits sont exclus de l'Accord.

Tableau A1.2 Brésil: possibilités d'accès aux marchés au titre de l'Accord pour les 25 principaux produits exportés par le Mexique, toutes destinations confondues

Principaux produits exportés par le Mexique en 2015-2017			Conditions d'accès aux marchés d'importation du Brésil				
Numéro du SH et désignation du produit		Part dans les exportations totales (%)	NPF 2018			Accord	
			Taux NPF appliqué moyen (%)	Nombre de lignes en franchise de droits	Nombre de lignes passibles de droits	Nombre de lignes en franchise de droits	Lignes restant passibles de droits (%)
Visés par l'Accord							
220300	Bières de malt	0,8	20		1		1
Non visés par l'Accord							
870323	Voitures de tourisme et autres véhicules automobiles	5,9	35		2		2
270900	Huiles brutes de pétrole ou de minéraux bitumineux	4,7	0	2			
870431	Véhicules automobiles pour le transport de marchandises	3,8	35		4		4
851762	Appareils pour la réception, la conversion et l'émission, la transmission	3,1	11,2	2	37		37
852872	Appareils récepteurs de télévision, en couleurs	3,0	20		1		1
847150	Unités de traitement pour machines automatiques de traitement de l'information	2,8	11,2		5		5
854430	Jeux de fils pour bougies d'allumage et autres jeux de fils pour les moyens de transport	2,0	16		1		1
870120	Tracteurs routiers pour semi-remorques	1,7	35		1		1
940190	Parties de sièges	1,5	18		2		2
870829	Parties et accessoires pour châssis de tracteurs, de véhicules automobiles pour	1,4	14,7		11		11
847149	Machines automatiques de traitement de l'information se présentant sous forme	1,3	16		1		1
870322	Voitures de tourisme et autres véhicules automobiles principalement conçus pour le	1,3	35		2		2
870850	Ponts avec différentiels	1,0	13	1	5		5
853710	Tableaux, armoires et combinaisons similaires d'appareils pour	1,0	12,4		5		5
851770	Parties de postes téléphoniques d'usagers, de téléphones pour réseaux cellulaires et pour autres	0,9	9		6		6
870899	Parties et accessoires pour tracteurs, véhicules automobiles pour le transport	0,9	9	1	1		1
870422	Véhicules automobiles pour le transport de marchandises, à moteur à piston à allumage par compression	0,9	35		4		4

Principaux produits exportés par le Mexique en 2015-2017			Conditions d'accès aux marchés d'importation du Brésil				
Numéro du SH et désignation du produit	Part dans les exportations totales (%)		NPF 2018			Accord	
			Taux NPF appliqué moyen (%)	Nombre de lignes en franchise de droits	Nombre de lignes passibles de droits	Nombre de lignes en franchise de droits	Lignes restant passibles de droits (%)
840734	Moteurs à piston alternatif, à allumage par étincelles des types utilisés pour	0,9	18		2		2
901890	Instruments et appareils pour la médecine, la chirurgie ou l'art vétérinaire	0,8	9,1	5	9		9
841810	Combinaisons de réfrigérateurs et de congélateurs-conservateurs munis de portes extérieures séparées	0,8	20		1		1
840991	Parties reconnaissables comme étant exclusivement ou principalement destinées aux moteurs à piston à allumage par étincelles	0,8	14,8		12		12
870840	Boîtes de vitesses et leurs parties, de tracteurs, des véhicules automobiles pour	0,7	12,5	1	3		3
847170	Unités de mémoire pour machines automatiques de traitement de l'information	0,7	5,6		9		9
870895	Coussins gonflables de sécurité avec système de gonflage (airbags) et leurs parties, pour tracteurs	0,7	14		4		4
	Total	43,0	17,6	12	129	-	129

Note: Sur la base de la nomenclature du SH2017.

Source: Estimations de l'OMC sur la base des données de la BDI de l'OMC et de la base de données Comtrade de la DSNU.

5. Le tableau A1.3 présente les possibilités d'accès au marché mexicain pour les 25 principaux produits exportés par le Brésil, qui représentaient 58,3% de ses exportations mondiales pendant la période 2015-2017 et correspondaient à 60 lignes du tarif douanier du Mexique, au niveau à 6 chiffres du SH (SH2012). Sur ces 60 lignes tarifaires, 35 étaient en franchise de droits sur une base NPF en 2018. Sept produits (correspondant à 10 lignes), représentant 26,3% des exportations totales du Brésil, sont visés par l'Accord et une de ces lignes était passible de droits sur une base NPF en 2018. La marge de préférence accordée aux tourteaux (position 2304.00 du SH) est de 20%, celle accordée aux importations saisonnières de fèves de soja (position 1201.90 du SH) est de 80%; pour les cinq autres produits, un taux préférentiel en franchise de droits s'applique. Tous ces produits, y compris les importations saisonnières de fèves de soja, étaient en franchise de droits sur une base NPF en 2018.¹ Les 18 autres produits ne sont pas visés par l'Accord.

¹ En dehors de la période allant du 1^{er} février au 31 juillet, le taux NPF était de 15% en 2018.

Tableau A1.3 Mexique: possibilités d'accès aux marchés au titre de l'Accord pour les 25 principaux produits exportés par le Brésil, toutes destinations confondues

Principaux produits exportés par le Brésil en 2015-2017			Conditions d'accès aux marchés d'importation du Mexique				
Numéro du SH et désignation du produit		Part dans les exportations totales (%)	NPF 2018			Accord	
			Taux NPF appliqué moyen (%)	Nombre de lignes en franchise de droits	Nombre de lignes passibles de droits	Nombre de lignes en franchise de droits	Lignes restant passibles de droits (%)
Visés par l'Accord							
120190	Fèves de soja	11,1	7,5	1	1		1
260111	Minerais de fer et leurs concentrés, non agglomérés	6,5	0,0	1			
470329	Pâtes chimiques de bois, mi-blanchies ou blanchies, autres que de conifères	2,7	0,0	2			
230400	Tourteaux et autres résidus solides	2,7	0,0	1			
281820	Oxyde d'aluminium	1,2	0,0	2			
260300	Minerais de cuivre et leurs concentrés	1,1	0,0	1			
710813	Or sous autres formes mi-ouvrées	0,9	0,0	1			
Non visés par l'Accord							
270900	Huiles brutes de pétrole ou de minéraux bitumineux	6,5	0,0	4			
170114	Sucres de canne bruts	3,9	0,0		2		2
090111	Café	2,5	20,0		2		2
100590	Maïs	2,2	4,0	4	1		1
020714	Morceaux et abats comestibles, congelés, de coqs et de poules	2,1	62,0		5		5
020230	Viandes des animaux de l'espèce bovine, congelées, désossées	2,0	25,0		1		1
880240	Avions et autres véhicules aériens à moteur	1,5	0,0	1			
870323	Voitures de tourisme et autres véhicules automobiles	1,5	35,0		2		2
260112	Minerais de fer et leurs concentrés, agglomérés	1,3	0,0	1			
841191	Parties de turboréacteurs ou de turbopropulseurs	1,2	0,0	1			
170199	Sucres de canne ou de betterave et saccharose chimiquement pur, à l'état solide	1,1	0,0		3		3
720712	Demi-produits en fer ou en aciers non alliés	1,1	15,0		2		2
020712	Coqs et poules, congelés	1,0	75,0		1		1
890590	Bateaux-phares, bateaux-pompes, pontons-grues et autres bateaux pour	1,0	2,5	1	1		1
240120	Tabacs	1,0	45,0		3		3
720293	Ferroniobium	0,8	0,0	1			
520100	Coton	0,7	0,0	3			
271019	Huiles moyennes et préparations	0,6	0,3	10	1		1
	Total	58,3	11,7	35	25	-	25

Note: Sur la base de la nomenclature du SH2012.

Source: Estimations de l'OMC sur la base des données communiquées par les autorités mexicaines, des données de la BDI de l'OMC, du site Web de l'ALADI et de la base de données Comtrade de la DSNU.